

4 Économie

One Planet Summit / Journée finance climat
Le plaidoyer de Régis Immongault

MSM
Libreville/Gabon

Défendant la nécessité de renforcer, mais aussi de renouveler les partenariats entre les secteurs public et privé, au Gabon comme partout en Afrique, le ministre de l'Economie a souhaité, lors de cette conférence internationale, une spécialisation des ressources humaines gabonaises et africaines pour mieux appréhender le réchauffement climatique et garantir aux investisseurs une meilleure évaluation des risques.

Le ministre de l'Economie,

de la Prospective et de la Programmation du développement, Régis Immongault Tatangani, a pris part lundi dernier, à Bercy, à la conférence internationale "Journée finance climat" d'où est ressortie l'urgence d'accélérer la mise en œuvre des mesures de lutte contre le réchauffement climatique, faisant écho à la position défendue par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, lors de la dernière Conférence des Parties (COP23) à Bonn. Au cœur de cette conférence à laquelle prenaient part les grandes figures du monde de la finance et de l'écologie, tels que Nicolas Hulot, ministre d'Etat fran-



Régis Immongault, ministre de l'Economie et du Développement durable (d) lors de la journée "finance climat" au sommet One Planet Summit à Paris.

çais en charge de la Transition écologique et solidaire, Bruno Le Maire, ministre français de l'Economie et des Finances, ou Patricia Espinosa, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les change-

ments climatiques (UNFCCC), la question du financement de la lutte contre le changement climatique, principal obstacle à la mise en œuvre de l'accord universel de Paris, a été débattue. Ainsi que celle de la mutation du

monde de l'économie et de la finance internationale, essentielle pour que chaque pays puisse s'adapter au changement climatique. A cette problématique, le ministre Immongault Tatangani a exprimé cette conviction: « seule l'innovation peut nous permettre de nous adapter à cette nouvelle réalité environnementale qu'est le réchauffement climatique. »

Défendant la nécessité de renforcer, mais aussi de renouveler les partenariats entre les secteurs public et privé, au Gabon comme partout en Afrique, le ministre de l'Economie a souhaité une spécialisation des ressources humaines

gabonaises et africaines, pour mieux appréhender le réchauffement climatique et garantir aux investisseurs une meilleure évaluation des risques, mais aussi des opportunités du changement climatique au Gabon, comme sur l'ensemble du continent africain.

La conférence "Journée Finance climat" a eu lieu à la veille du "One Planet Summit", organisé à l'occasion du deuxième anniversaire de l'accord de Paris par le président français Emmanuel Macron et au cours duquel le président de la République gabonaise est invité à s'exprimer lors du segment de haut niveau.

Eventualité d'une dévaluation du FCFA

Quelles conséquences pour les pays de la Cemac ?

MSM
Libreville/Gabon
(Source : Ecofin)

Dans une étude parue le 4 décembre 2017 intitulée "Franc CFA : quels pays souffriraient le plus d'une dévaluation ?", Standards and Poors Global Ratings décrit les différents scénarios possibles au cas où le franc CFA subirait une dévaluation.

En cette période de crise, et de difficulté des pays de la zone Franc à faire preuve de plus de résilience, le spectre d'une dévaluation du Franc CFA hante toujours les économies des Etats ayant conclu des programmes d'ajustement

budgetaire avec le Fonds monétaire international. Dans une étude parue le 4 décembre 2017 intitulée "Franc CFA : quels pays souffriraient le plus d'une dévaluation ?" et publiée par l'agence Ecofin, Standards and Poors Global Ratings décrit les différents scénarios possibles au cas où le franc CFA subirait une dévaluation. La célèbre agence de notation américaine explique, toutefois, que ces éventualités entrent dans le cadre d'une spéculation, car les perspectives de notation souveraines des Etats de la zone Franc CFA restent stables. Le document de 15 pages, riches de graphiques assez instructifs, démontre com-



En cas de dévaluation du franc CFA, le Gabon et le Cameroun verraient le poids de leurs dettes augmenter.

ment la soutenabilité du franc CFA est de nouveau remise en question. Des facteurs tels qu'une faible convergence économique, une chute des cours pétroliers ou encore un déséquilibre extérieur et budgétaire sont présentés comme des éléments d'incertitudes quant à l'avenir de cette monnaie, double-

ment commune aux pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) qui l'utilisent. Les analyses du rapport suggèrent, cependant, que le franc CFA des économies de l'Afrique centrale est as-

sujeiti à plus de pressions que celui de l'Afrique de l'ouest, et que des 14 pays qui composent ces 2 zones monétaires, la dévaluation affecterait plus le Congo, en raison de sa forte dépendance aux recettes pétrolières et de l'absence de réelles réformes budgétaires depuis la chute des cours pétroliers en 2014. La publication montre aussi que le Cameroun et le Gabon en zone Cemac, ainsi que la Côte d'Ivoire et le Sénégal en zone Uemoa, verraient le poids de leur dette considérablement augmentée, si une dévaluation avait lieu. Cependant, en zone Cemac, cette situation critique pourrait être réduite avec les programmes conclus récem-

Sécurité alimentaire

Le CGC et l'Agasa mutualisent leurs forces

AEE
Libreville/Gabon

Les deux institutions se sont engagées à partager les informations pour prévenir et évaluer les risques alimentaires, objet de la convention signée hier à Libreville par les deux parties.

LE Conseil gabonais des chargeurs (CGC) et l'Agence gabonaise pour la sécurité

alimentaire (Agasa) ont signé hier, à Batavéa, siège du CGC à Libreville, une convention dans le cadre du partage d'informations entre ces deux entités administratives. Désormais, cette convention signée sera leur socle commun de travail. « Elle témoigne de notre volonté conjointe de mener des actions de soutien à la politique du gouvernement dans une démarche d'échanges, de dialogue et de coopération, en vue d'acc-



La directrice générale du CGC, Liliane Ngari Onanga Y'Obebyegue, et le DG de l'Agasa, Sylvain Patrick Enkoro, paraphant le document de convention qui lie les deux entités.

croître l'efficacité des mesures de prévention et de gestion des risques de sécurité alimentaire», a indiqué le directeur général du CGC, Liliane Nadège Ngari

Y'Obegue. Celle-ci nourrit ainsi l'espoir que les effets induits de ce partenariat contribuent à la compétitivité des chargeurs de la filière agroalimentaire. Et, partant, au bien-être de la population. Car, par cet acte, le CGC s'engage à encadrer et à assurer la traçabilité des cargaisons et d'anticiper sur la connaissance des marchandises importées au Gabon. Pour le DG de l'Agasa, Sylvain Patrick Enkoro, il reste désormais aux parties liées

par cet accord à se mobiliser au quotidien pour la mise en œuvre de ce partenariat en terme de partage d'informations, de formation, de procédures de travail et d'exigences à l'import-export des certificats phytosanitaires, sanitaires, vétérinaires, parmi les documents requis par le CGC pour l'obtention du bordereau d'identification électronique des cargaisons pour les produits phytosanitaires et alimentaires entrant au Gabon.

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 13/12/2017				FIXING		VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA	en date du				
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	13/12/2017	5 405,88		
USD	1,1766	1USD =	557,502	1 USD	577,015	DOW JONES	13/12/2017	24 463,53		
CAD	1,5098	1CAD =	434,466	1 CAD	457,800					
JPY	133,5400	1JPY =	4,912	100 JPY	510,795					
GBP	0,8807	1GBP =	744,830	1 GBP	777,475					
CHF	1,1671	1CHF =	562,040	100 CHF	58 920,13					
ZAR	16,0156	1ZAR =	40,957	100 ZAR	4 259,07					
MAD	11,1164	1MAD =	59,008	1 MAD	61,36					
CNY	7,7875	1CNY =	84,232	1CNY	86,76					
KES	121,1400	1KES =	5,415	1KES	5,58					

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
13 Decembre 2017: 64,54

CHANGEMENTS
Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>